



Comité économique et social européen

Dialogue européen sur l'énergie

En mars 2013, à la demande de M. Oettinger, commissaire à l'énergie, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté l'avis sur le thème "Étudier les besoins et méthodes pour associer activement les citoyens au domaine de la politique énergétique". C'est dans cet avis qu'est apparue l'idée d'un "Dialogue européen sur l'énergie" (DEE).

Pourquoi établir un Dialogue européen sur l'énergie?

Les développements législatifs, réglementaires, technologiques, sociétaux et comportementaux indispensables à la préparation de la transition énergétique nécessiteront, pour livrer leur plein potentiel, d'être compris et partagés par la société. Le DEE devra donc dépasser les processus de consultation existants, insuffisants, pour permettre qu'un échange à plusieurs niveaux, inclusif, transparent, fiable et coordonné ait lieu au sein des États membres mais aussi entre eux. La participation du public est une condition préalable à la réalisation des objectifs de l'UE en matière d'énergie. Si l'on continue de considérer, voire de présenter les questions énergétiques simplement comme la somme de facteurs individuels, l'absence d'une vue d'ensemble plus précise empêchera de comprendre les interactions et les compromis qui s'opèrent entre elles.

Quel objectif poursuivra le DEE?

Le DEE favorisera la compréhension, encouragera l'action concrète et exercera une influence mesurable sur l'élaboration de la politique énergétique en favorisant la convergence au niveau de l'UE, notamment comme un moyen d'optimiser l'approvisionnement énergétique, les coûts de l'énergie et les objectifs climatiques. Les citoyens, les organisations de la société civile, les autorités nationales et locales et des organisations de tous types actives dans le secteur énergétique y prendront part. Le DEE combinera les perspectives nationales et européennes en vue d'apporter à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique une valeur ajoutée opérationnelle: les actions doivent être menées aux niveaux national et régional mais également prendre en compte un contexte (européen) plus large. Le DEE stimulera le débat afin de déterminer jusqu'où des objectifs antagonistes – une énergie sécurisée, durable, sûre, compétitive et abordable – peuvent parfois être conciliés. L'intégration et la prise de conscience par les États membres des retombées potentielles sur d'autres pays de l'UE seront profitables à tout le monde.

L'objectif du DEE est d'examiner l'ensemble des questions énergétiques dans le contexte du développement économique et social, en y associant les parties prenantes concernées. Différents thèmes sont envisageables:

- les modèles de production et de consommation d'énergie dans un contexte de transition énergétique;

- les compromis, ainsi que les préférences et la participation des citoyens;
- les infrastructures et les réseaux;
- l'efficacité énergétique;
- l'éducation à l'énergie;
- le piégeage et le stockage du CO₂;
- l'organisation des marchés;
- les coûts de l'énergie et les prix abordables;
- les options en matière de financement;
- la réaction du côté de la demande et les innovations en matière de gestion de l'énergie;
- la gouvernance de la chaîne énergétique;
- etc.

L'un des éléments clés consistera à accroître le niveau de sensibilisation, d'information et de compréhension des questions énergétiques auprès des citoyens, et à susciter leur intérêt en prenant en considération les domaines qui ont le plus d'impact, c'est-à-dire essentiellement les prix.

En quoi consiste le rôle du CESE au sein du DEE?

Le CESE a toujours souligné l'importance d'associer activement la société civile à l'élaboration d'une politique énergétique intégrée et efficace. Le DEE contribuera aussi à améliorer la démocratie participative et soutiendra la participation des citoyens et des parties prenantes à la préparation de l'avenir énergétique dans chaque État membre. Il est essentiel d'instaurer la confiance grâce à une présentation honnête et équilibrée des questions, du statut des connaissances actuelles, ainsi que des perspectives réelles et des défis de chaque technologie. Les membres du CESE et les organisations qu'ils représentent reflètent la société européenne et sont donc bien placés pour toucher les citoyens et les acteurs concernés dans les États membres et à l'échelon de l'UE et pour mettre en place ce programme vaste et fiable. Cependant, étant donné ses ressources financières et humaines réduites, la contribution du CESE à la mise en place du DEE se limitera principalement à promouvoir, stimuler et coordonner une série d'actions opérationnelles qui seront pour l'essentiel mises en œuvre et financées par d'autres partenaires, institutionnels ou non.

Quel développement pour le DEE?

Le DEE est un cadre global appelé à structurer et articuler une série d'actions concrètes qui se développeront sur plusieurs années. Il est proposé qu'il se focalise durant sa phase initiale sur six domaines d'action spécifiques:

- ***La recherche et le pilotage d'un engagement plus large du public:*** le DEE contribuera à renforcer la qualité de la politique et de la prise de décisions en proposant un modèle de résolution des conflits, en instaurant un climat de confiance et de légitimité et en améliorant la connaissance et la compréhension. L'on espère que les techniques de participation du public et un cadre général de dialogue paneuropéen sur l'énergie feront l'objet d'un programme de recherche financé par la Commission européenne qui devrait être lancé en 2014.

- ***Soutenir le dialogue, dans le contexte des différentes approches nationales:*** de nombreux pays ont déjà mis en place différents types de dialogue public sur l'énergie (au niveau local, régional ou national). Toutes ces initiatives sont susceptibles de contribuer au DEE, de l'influencer et d'être influencées par lui. Le DEE fournira un cadre de dialogue sur les questions énergétiques qui pourrait se tenir au niveau national, régional ou local. Il veillera à ce que ces initiatives tiennent compte de la perspective européenne plus large, afin qu'elles puissent être évaluées et qu'elles alimentent le débat sur les choix de politique énergétique au niveau de l'UE. Il est essentiel d'établir des liens entre le niveau national, intermédiaire, et le débat paneuropéen. La participation des citoyens au niveau le plus approprié est cruciale, de même que la définition de critères de participation minimale afin de garantir des normes fiables pour l'ensemble des initiatives lancées dans l'UE en ce qui concerne les personnes à associer, les méthodes de participation, les thèmes et la communication bidirectionnelle.
- ***Renforcer et élargir les processus de consultation ex-ante de l'UE:*** plusieurs méthodes de consultation peuvent coexister afin de poursuivre des objectifs différents. Les consultations publiques qu'organise aujourd'hui la Commission européenne avant de proposer une nouvelle législation sont appropriées dans certains cas mais moins dans d'autres: elles ne permettent pas toujours de prendre en compte les divers points de vue de la société civile. En s'appuyant sur ce qui fonctionne, le DEE et le CESE pourraient se servir de la contribution d'un programme de recherche potentiel pour les améliorer et les actualiser, éventuellement au moyen d'initiatives de participation et de consultation du public décentralisées, plus directes et plus réactives. En contribuant au processus de l'UE, ils pourraient améliorer qualitativement la consultation ainsi que son impact sur la prise de décision.
- ***Dialogue avec les groupes d'intérêt et les principaux acteurs de la chaîne énergétique:*** les activités du CESE prévoient déjà un dialogue avec de nombreux groupes de parties prenantes actives dans le domaine de l'énergie. De vives discussions avec ce type d'organisations s'inscriront dans le rôle que le CESE est appelé à jouer en tant que centre de coordination d'un vaste dialogue sur l'énergie. Le DEE doit également prendre en considération les positions des entreprises d'approvisionnement et de distribution d'énergie. L'objectif est de rechercher des domaines d'intérêt commun (par exemple la sécurité politique, le besoin d'investissements) et d'examiner ce que ces organisations influentes partagent avec d'autres parties prenantes. Pour que l'ensemble des parties prenantes puissent participer à un dialogue constructif, des mesures d'accompagnement en matière de renforcement des capacités et de développement des compétences pourraient s'avérer nécessaires pour certaines.
- ***Canaliser la contribution des forums sur l'énergie existants:*** la Commission européenne a mis en place plusieurs forums sur l'énergie où l'on discute de la politique et des initiatives européennes concrètes, contribuant au développement et à l'évaluation de la politique et de la législation de l'UE. L'un des objectifs consiste à mettre en évidence des liens plus étroits avec des questions qui concernent directement les citoyens afin de renforcer leur capacité à contribuer utilement au dialogue et à la consultation.

- ***Encourager la sensibilisation du grand public:*** le défi, pour les années à venir, sera de donner aux consommateurs la possibilité de prendre une série de décisions cruciales sur leurs choix énergétiques. L'efficacité des marchés repose sur les connaissances des consommateurs, qui, à leur tour, ont besoin de ces connaissances pour soutenir des décisions politiques à moyen et long terme. Il y a lieu de concevoir pour le grand public des initiatives spécifiques, destinées à mieux le sensibiliser aux questions énergétiques et à donner aux citoyens le sentiment qu'on écrit aujourd'hui une histoire qui concerne l'énergie, déterminante pour eux, leurs foyers, leur voisinage, leur communauté, leur région, leur pays et l'Europe dans son ensemble. Avec le temps, un récit clair et cohérent sur l'énergie européenne verra le jour; le produit de millions de contributions d'individus ou de groupes. Ce récit ne résoudra pas tous les conflits. Il est probable qu'il mette en évidence que l'avenir sera fait de choix difficiles et de hausses des coûts. Il aura toutefois permis de renforcer la compréhension du public et d'établir un cadre capable de s'adapter au changement et aux événements d'envergure mondiale. Mais avant toute chose, il aura amené les Européens, en tant que consommateurs, travailleurs ou citoyens, à prendre part, de façon active et concrète, à la préparation de la transition énergétique.
-